

Unité départementale du Cantal Allier Puy de Dôme

Clermont-Ferrand, le 11/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



AUBERT & DUVAL ALLIAGES

Aciérie des Ancizes

BP 1

63770 LES ANCIZES COMPS

Références : 20210207-RAP-63-0127-InspRChoniqueAubert&DuvalAncizesvs

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2022 dans l'établissement AUBERT & DUVAL ALLIAGES implanté Aciérie des Ancizes BP 1 63770 LES ANCIZES COMPS. L'inspection a été annoncée le 06/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUBERT & DUVAL ALLIAGES
- Aciérie des Ancizes BP 1 63770 LES ANCIZES COMPS
- Code AIOT dans GUN : 0005600289
- Régime : Autorisation

Depuis plus de cent ans, l'usine AUBERT & DUVAL des Ancizes élabore et transforme des aciers alliés, des alliages et des super alliages à hautes caractéristiques, destinés en particulier aux industries de pointes mettant en oeuvre des technologies avancées. Les principales activités potentiellement polluantes du site sont :

- le stockage de matières premières et déchets,
- l'élaboration d'aciers et de super-alliages,
- le traitement à chaud par forgeage, par laminage, par trempe (avec utilisation d'huiles),
- les opérations de décapage, usinage, finition et maintenance.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risques chroniques: rejets aqueux et atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant devra présenter son plan d'action suite à la précédente inspection (notamment concernant le risque foudre).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Maîtrise de la surverse au milieu	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 4.2.1
Projet modification traitement des eaux	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 3.2
Qualité des eaux de surface	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 4.4
ERS/IEM	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 4.2
Rejets de poussières de l'aciérie.	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 3.2.4

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 4.1
Ajout cuve de fioul	Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 1.5.1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site d'Aubert&Duval rejetant dans un milieu récepteur ayant un faible débit, il doit mettre en place des traitements supplémentaires concernant ces rejets d'eau. Un travail global doit être mené afin de diminuer les pollutions au plus près des sources, optimiser les consommations d'eau et implanter des systèmes de traitement supplémentaires.

Une fiabilisation et une maîtrise des émissions dans l'air, en particulier en ce qui concerne les poussières de l'aciérie, est attendue.

Une étude de risque sanitaire et une évaluation de l'état des milieux détaillée et ajustée sur les mesures réalisées dans l'environnement du site va bientôt être remise et permettra de statuer sur la compatibilité des rejets actuels avec leur environnement.

Des améliorations vont être apportées en 2022 afin de diminuer le phénomène de surverse non maîtrisé des eaux par la création d'un bassin tampon.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Maîtrise de la surverse au milieu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 4.2.1
Prescription contrôlée : Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit.
Constats : Un porté à connaissance a été déposé le 16 décembre 2021 afin de présenter le projet final retenu. L'implantation sera dans le talus à proximité de la zone des dépoussiéreurs DP1 et 2. Il consiste en la réalisation d'un bassin de 380 m3 sur vers lequel une pomperie constituée de trois pompes de 150 m3/h (dont une de secours) renverront les effluents vers les lagunes. Ce bassin sera obstruable en cas d'incident (avec possibilité de doublement de la capacité de rétention par mise en charge des canalisations amont) et aura une fonction de première décantation des effluents. La modification n'est pas jugée substantielle par l'inspection. Elle fera l'objet d'une modification de l'arrêté préfectoral en vigueur afin d'y autoriser le rejet du déversoir d'orage de ce bassin lors d'une mise à jour ultérieure. Les travaux devraient être réalisés pour fin juillet 2022. L'exploitant devra informer l'inspection en cas de retard sur le planning envisagé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Projet modification traitement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 3.2

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise une étude hydraulique des eaux industrielles de son site. Cette étude quantifie les quantités d'eaux utilisées dans les différents ateliers, caractérise les rejets de ces ateliers et identifie des actions pérennes permettant de diminuer les consommations d'eau du site, de traiter les pollutions au plus près des sources d'émission et de rechercher une diminution maximale en particulier sur les paramètres Chrome, Nickel, Cuivre, Zinc, DBO5, DCO, Nitrites et Phosphore. Cette étude sera transmise à l'inspection au plus tard le 31 décembre 2021.

Constats : Une étude de cadrage réalisée par Morier Process a été transmise à l'inspection le 17 décembre 2021. Cette étude s'attache à définir des modalités de traitement avant rejet au milieu naturel. Les eaux actuellement rejetées regroupent les eaux de pluies, les eaux industrielles, les eaux de relevage de nappe et les eaux sanitaires (après pré-traitement).

L'exploitant a indiqué qu'une démarche correspondant à l'étude hydraulique demandée avait également été initiée il y a quelques années mais que cette démarche avait été stoppée suite à la crise sanitaire.

L'exploitant a compris la nécessité de traiter ses effluents à la source (et a identifié des points d'améliorations) mais indique que ces travaux ne seront pas suffisants. En effet, les valeurs de rejet devant être atteintes pour respecter l'acceptabilité du milieu (ruisseau la Viouze) à l'étiage sont très faibles et correspondent en grande partie aux valeurs concernant à de l'eau potable. De part ces objectifs très ambitieux et le fait que les eaux de pluies se chargent en poussières métalliques sur tout le site, un traitement final au niveau des lagunes est indispensable.

Morier Process conseille la mise en place des procédés successifs de traitement suivants: physicochimique, biologique (aérobie puis anoxie) et filtration. La mise en place d'un pilote industriel permettant de vérifier l'efficacité de ces traitements est indispensable.

La création d'un bassin de confinement des eaux incendie et de lissage des eaux pluviales est également envisagé.

Aubert&Duval s'est engagé à réaliser un pilote de traitement sur un minimum de 6 mois. L'étude hydraulique comprenant les résultats de ce pilote et les objectifs imposés dans l'article 3.2 repris ci-dessus devra être rendue pour septembre 2022. L'exploitant tiendra informée l'inspection de l'avancée de cette étude tous les trimestres.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Qualité des eaux de surface

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 4.4

Prescription contrôlée :

Tous les ans, en période d'étiage, l'exploitant fait procéder, sur ces deux stations, à une surveillance de la qualité de l'eau sur tous les paramètres visés dans l'article 4.3.6 du présent arrêté. Les résultats doivent être transmis à l'inspection des installations classées et être accompagnés en tant que besoin de commentaires sur les causes d'évolution des paramètres mesurés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Constats : L'exploitant a remis les résultats de la surveillance amont/aval suite à l'inspection ainsi que ses commentaires (résultats 2020 et 2021). Cette surveillance confirme le non respect des normes de qualité environnementale (NQE) de la Viouze sur les métaux chrome, cuivre, nickel et zinc en 2020. Cependant, ce non respect est constaté pour certains métaux en amont du rejet (cuivre notamment). En 2021, l'impact est noté uniquement sur le cuivre, nickel et zinc. Concernant les paramètres organiques, les mesures indiquent un respect des valeurs guides environnementales (VGE).

L'impact physico-chimique d'Aubert&Duval sur l'état de la Viouze à l'étiage est donc limité. Cependant, concernant les composés dioxines/furanes, une mesure sur des gammars a démontré un impact, avec un dépassement de la valeur de référence AA-EQS biote d'environ un facteur 3. L'exploitant devra identifier la source de cette pollution aux dioxines/furanes dans les eaux superficielles et intégrer leur gestion dans son projet eau.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : ERS/IEM

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 4.2
Prescription contrôlée : [...] l'évaluation quantitative des risques sanitaires sera revue à minima tous les 10 ans et la prochaine révision de cette étude est transmise avant le 31 décembre 2021 à l'inspection des installations classées. Elle comportera en particulier une interprétation de l'état des milieux intégrant une comparaison aux précédentes études, un ratio du CrIII/CrVI dans les rejets et les résultats de l'étude des sols.
Constats : L'exploitant a confié la réalisation de la mise à jour de l'ERS/IEM (étude de risque sanitaire/interprétation de l'état des milieux) au cabinet conseil ERG Environnement. La partie modélisation de la dispersion a été réalisée par NUMTECH qui a pris en compte les 75 émissaires et une dizaine de sources diffuses. Le modèle a été testé avec les résultats d'autosurveillance et comparé aux résultats de surveillance environnementale (air ambiant, réalisé par ATMO au collège). Le modèle est presque calé dans sa globalité avec un ajustement concernant le manganèse qui reste encore à réaliser. Lorsque le modèle sera calé avec les valeurs mesurées en sortie d'émissaire et dans l'environnement, la modélisation sera réalisée une deuxième fois en prenant les valeurs limites de rejet imposées par l'arrêté. Fin janvier 2022, des mesures dans les sols sont également prévues afin de compléter l'IEM. Une quinzaine de mesures sont prévues selon les différents modèles de dispersion des poussières et ciblent principalement des jardins privés. Les données recueillies seront transmises et présentées aux personnes concernées. La DREAL souhaite être informée des modalités de mise disposition retenues. L'IEM permettra de conclure sur l'état actuel de l'environnement du site. Elle devra être remise à l'inspection au plus tard fin avril 2022. Elle devra intégrer les mesures de qualité des eaux de surface réalisées selon l'article 4.4 de l'arrêté du 15/04/2021 (voir point de contrôle précédent), en particulier les résultats obtenus sur les gammars. Couplée à l'IEM, l'ERS devra définir si les émissions du site engendrent un risque sanitaire acceptable pour les populations. Elle sera remise au plus tard fin juin 2022. Si les conclusions nécessitent une révision des valeurs de rejets et des modifications importantes des systèmes d'épurations, une version projet sera présentée à l'inspection sous le même délai et un plan d'action devra être discuté.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 4.1
Prescription contrôlée : [...] Les installations du tableau ci-dessus n'ayant jamais fait l'objet d'un contrôle de leurs émissions devront être contrôlées au moins une fois.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de réaliser les contrôles sur 8 émissaires qui sont peu contributeurs aux émissions du site (problèmes d'accès ou de conception des cheminées): grenailleuse PAL A5C (Aciérie), brosseuse lingotière (ES), tronçonneuse Buderus (Laminoir TAC), tronçonneuse Scholle, écouveteuse R1(laminoir DP), four LD10 (Laminoir TAC), TC5-TS2/3, TR1 (THELF). Pour ces émissaires, l'inspection valide l'absence de mesures et rappelle que l'exploitant devra établir un plan de maintenance et de surveillance adapté permettant de s'assurer du bon fonctionnement de ces derniers. Il devra également être en mesure de justifier que ces émissaires sont peu contributeurs aux émissions du site (par analogie par exemple).
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Rejets de poussières de l'aciérie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 3.2.4

Prescription contrôlée :

concentration maximum 5 mg/Nm³ et flux 3 kg/h

Constats : L'exploitant a présenté ses résultats d'autosurveillance à l'inspection. Il s'avère que les résultats obtenus sur le dépoussiéreur DP2 (partie S60- aciérie) et sur la mesure des diffus se sont dégradés à partir du 2ème semestre 2021.

Deux causes principales sont identifiées:

- 1- percement de manches sur le dépoussiéreur,
- 2- problème de fiabilité des mesures.

1- Concernant le percement de manches, l'exploitant procède à une mesure en continu de ses émissions de poussières par opacimètre. La valeur est reportée en salle de contrôle du four et le fonctionnement de ce dernier est asservi au fonctionnement du dépoussiéreur. Un point quotidien est réalisé afin d'identifier les dérives des émissions. En cas de dérive, la maintenance effectue des tests d'isolement de caisson fuyard (18 caissons avec un total de 2000 manches sur DP2). Les changements de manches sont réalisés si nécessaire en début de semaine. La maintenance n'ayant pas réussi à identifier les manches fuyardes fin 2021, une société spécialisée est intervenue avec de la poudre électroluminescente et a permis de changer deux manches défectueuses.

2- Concernant la fiabilité des mesures, l'exploitant a remarqué des mesures incohérentes en sortie de DP2 en fonction des intempéries ou d'autres facteurs non déterminés. Des mesures de poussières sont apparues sans être corrélées au fonctionnement de l'atelier.

De plus, la toiture est équipée d'un système de mesure des diffus sortant de l'atelier. Après des opérations de maintenance des préleveurs (aspiration sur un lanterneau par 7 boyaux puis envois à une sonde de mesure), des mesures incohérentes sont apparues avec une augmentation des mesures de diffus. L'exploitant n'a pas trouvé la cause de cette dérive, n'a pas changé son process dans cette période et la société ayant installé ces capteurs n'a pas réussi à expliquer les dérives.

Ces deux évènements ont eu pour conséquence d'augmenter les rejets de l'aciérie et de faire diminuer le taux de captation des poussières, de manière pour partie artificielle.

L'exploitant a pour projet de modifier les capteurs de l'atelier. Il devra s'assurer de la fiabilité et de la maintenabilité dans le temps des systèmes mis en place.

Il devra en particulier se positionner vis à vis des technologies décrites dans le BREF I&S qui lui est applicable concernant les mesures de diffus. L'exploitant est invité à informer sa fédération professionnelle des problèmes rencontrés afin que ceux-ci soient identifiés au niveau européen.

Pour la surveillance en continu des émissions de poussières de l'aciérie, il s'assurera que son système respecte les normes EN et ISO en vigueur (conformément à la MTD14 du BREF I&S). Cela implique un respect des normes fixées dans l'avis du 30/12/2020 qui impose pour les mesures en continu de poussière les normes suivantes: NF EN 14181 (et FD X 43-132), NF EN 15267-3 et NF EN 13284-2.

Les données devront être fiabilisées sous 6 mois et les procédures devront prévoir une action rapide en cas de dérive.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Ajout cuve de fioul

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2017, article 1.5.1
Prescription contrôlée : Tout projet de modification des installations [...] doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet [...]
Constats : L'exploitant a transmis par courrier du 7 décembre 2021 un dossier de porté à connaissance concernant un projet de mise en place d'une cuve de fioul (1500 litres). Cette modification est jugée non substantielle par l'inspection. La modification de la rubrique 1435-2 (concernant le volume de liquides inflammables distribués par an) passant de 500 m3 à 506 m3 sera actée lors d'une modification ultérieure de l'arrêté régissant le site.
Type de suites proposées : Sans suite